



YOUTH FOR CLIMATE  
FRANCE

**Ensemble des groupes locaux**

---

Mouvement national de la jeunesse  
engagée pour le climat en France  
[contact@youthforclimate.fr](mailto:contact@youthforclimate.fr)  
<https://youthforclimate.fr/>

12 août 2020

Monsieur le Président de la République  
Palais de l'Élysée,  
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré  
75008 Paris, France

Monsieur le Président de la République,

En cette période particulièrement éprouvante, nous, membres du mouvement Youth For Climate France, avons été amené-es à réfléchir au monde que nous souhaitons pour demain. En tant que futur-es citoyen·nes, nous sommes préoccupé-es par l'avenir de notre société. La France n'est pas sur la trajectoire des Accords de Paris, une trajectoire qui pourtant ne nous donne que 66% de chances de rester en dessous de 1.5°C [1]. Vous pouvez alors comprendre nos inquiétudes, nos angoisses en observant les décisions prises suite à la crise de la covid 19. Vous devez avoir conscience Monsieur le président, que celles-ci sont irréversibles. Elles pourront garantir la sauvegarde de l'humanité, ou au contraire la condamner. Les français.es veulent de plus en plus que la protection de l'environnement soit au cœur des décisions politiques [2], comme l'ont montré les résultats des dernières élections municipales. Nous sommes prêt-es. Prêt-es à bouleverser nos modes de vie pour un avenir durable. La question est, quand le serez-vous ?

Tant que nous rejetons des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, nous renforçons les risques de pandémies, de catastrophes naturelles, de pénuries, de famines, de disparitions d'archipels entiers. Selon l'ONU, 250 millions de personnes seront contraintes de quitter leur lieu de vie en raison du dérèglement climatique en 2050 [3], sans parler des 32 000 espèces menacées d'extinction selon l'Union internationale pour la conservation de la nature [4]. L'ensemble de la communauté scientifique nous met en garde quant à la crise écologique que nous vivons. Le GIEC nous informe depuis 1988 sur la crise climatique à laquelle nous sommes déjà confronté-es notamment avec leurs cinq rapports publiés. Le Haut conseil pour le climat nous donne des recommandations pour mener une politique en adéquation avec les objectifs climatiques des Accords de Paris dont la France a voulu être l'exemple. Or, dans son rapport annuel rendu public le mercredi 8 juillet 2020, le Haut conseil pour le climat considère la réduction des émissions de gaz à effet de serre « bien trop lente et insuffisante » dans notre pays. Malgré ces connaissances, ces alertes, les décisions prises sont insuffisantes face à l'ampleur de la crise écologique.

Votre gouvernement croit en « la croissance écologique » [5]. Pourtant l'IPBES soulignait dans son rapport qu'il est « incontournable de s'écarter de l'actuel paradigme basé sur la croissance économique » pour faire face à l'effondrement de la biodiversité [6].

La croissance économique définie par l'augmentation du PIB n'est pas indispensable au bien-être de la population [7], [8]. Il est temps de bâtir une économie qui intègre les limites planétaires et qui contribue à la lutte contre le changement climatique. Les bouleversements vécus pendant la crise sanitaire nous ont montrés l'importance de réorganiser la société en relocalisant une partie de l'activité économique et en se tournant vers une production et une consommation plus sobres en énergies et en ressources.

Durant votre campagne et vos années de présidence, vous avez tenu des discours, fait des promesses, pris des engagements. Cependant, certaines paroles ne sont pas toujours suivies d'actes. Le plan de transformation agricole de 5 milliards d'euros réservé entre autres à « des projets de modernisation des exploitations ayant un impact positif sur l'environnement et le bien-être animal », ne permettra pas de rendre obligatoire la vidéosurveillance dans les abattoirs, ni de préciser la présence d'organismes génétiquement modifiés dans l'alimentation et le traitement par des pesticides. La castration à vif des porcelets, le broyage des poussins mâles, et les « fermes-usines » ne seront pas interdites. Dans le secteur énergétique, vous aviez déclaré le 27 novembre 2018 lors du discours d'installation du Haut conseil pour le climat : « Nous devons sortir de ce qu'on appelle les énergies fossiles ». Pourquoi alors en 2019, la France a-t-elle subventionné les énergies fossiles à hauteur d'au moins 11 milliards d'euros [9]? De même, pourquoi assurer qu'« il faut stopper le processus de déforestation industrialisée maintenant » alors que des accords commerciaux entraînent toujours l'importation de 700 000 tonnes de soja brésilien chaque année? Monsieur le Président, il est temps que vous preniez vos responsabilités et respectiez vos engagements.

Nous, Youth For Climate France, souhaitons que des leçons soient tirées du passé. Le moment est venu d'instaurer une justice sociale et climatique, pour le bien des êtres humains et de la biodiversité. Ainsi, nous souhaitons que la politique soit scrupuleusement alignée sur les recommandations du Haut conseil pour le climat, ainsi que sur les rapports de l'IPBES et du GIEC afin de garantir l'adéquation entre les décisions prises et l'urgence environnementale. Ensuite, nous vous demandons de tenir parole, en mettant en place les mesures votées démocratiquement par la Convention citoyenne pour le climat, représentative et informée, que nous soutenons vivement. Cette initiative exceptionnelle doit aboutir, et pourrait même être reproduite de manière à intégrer plus de citoyen-nés dans la gestion de la transition qui serait ainsi consentie et non subie. Elle permettrait à la France de réaliser rapidement sa transition écologique. De nombreux autres projets aboutis visant à la création d'une société durable existent déjà, tels que le plan du Shift Project, qui propose une transformation de l'économie sans se baser sur l'hypothèse de la croissance économique du PIB. Vous avez la responsabilité d'agir en conséquence, Monsieur le Président, afin que nous réussissions en coopération avec tous-tes les membres de la société, à suivre une trajectoire compatible avec les Accords de Paris et notre survie.

Ainsi, il est primordial de prendre en considération les limites des ressources planétaires dans l'élaboration des projets futurs. L'investissement dans l'exploitation des ressources fossiles doit être entièrement réinvesti dans la sobriété énergétique et les énergies décarbonées et renouvelables. L'agriculture moins dépendante de l'agrobusiness et locale doit impérativement être revalorisée afin de viser l'auto-suffisance. De la même façon, l'industrie et l'artisanat français-es doivent être avantagé-es par rapport aux produits importés afin que les échanges marchands internationaux et polluants diminuent drastiquement. Les investissements dédiés à l'aéronautique devront s'orienter vers le développement des réseaux ferroviaires et de modes de déplacements propres. Enfin, il faudrait que des moyens financiers importants soient attribués aux secteurs de première nécessité, comme le secteur primaire, la santé ou l'éducation. Cela n'implique évidemment pas seulement l'État français, nos relations avec l'international seront nécessairement affectées. Ce ne

sera pas facile, ce n'est en réalité jamais aisé de rompre avec le modèle dominant. Les habitudes de chaque citoyen·ne en seront impactées, c'est tout un pan de notre culture et de notre imaginaire que nous appelons à modifier. Mais cela est indispensable à l'avenir de l'humanité, nous devons tôt ou tard nous engager dans le « monde d'après ». Plus tôt nous effectuerons ces changements, moins ils seront brutaux.

Les mesures à mettre en place d'urgence sont multiples, elles peuvent paraître radicales, mais l'urgence de la situation ne nous laisse pas le choix. Voici quelques exemples concrets. La publicité, qui crée des besoins absurdes et incite à la surconsommation, doit être réduite drastiquement. Elle est totalement incompatible avec la lutte contre la crise climatique en cours. L'éducation des futur·es citoyen·nes étant primordiale, nous demandons l'ajout d'un cours hebdomadaire consacré à l'écologie, afin que chaque élève puisse développer sa conscience écologique tout au long du cursus scolaire. Il faut par ailleurs en finir avec l'idée d'une croissance infinie, qui n'est ni réaliste ni soutenable, et par conséquent cesser, entre autres, de se fier au PIB pour évaluer le succès du pays, en se dirigeant vers un indicateur prenant en compte la qualité de vie des individu·es. Bien qu'ils semblent délicats, ces changements sont à effectuer au plus vite. Certains ont déjà été opérés par quelques pays. Le Bouthan, par exemple, mesure la réussite du pays non pas à l'aide du PIB, mais selon le Bonheur National Brut, qui quantifie le bien-être de ses habitant·es. La Finlande conditionne sa relance économique à son objectif de neutralité carbone, fixé pour 2035, et Amsterdam s'appuie sur l'économie circulaire pour sortir de la crise de la covid 19.

Monsieur le Président, la France a changé. Les jeunes demandent massivement depuis plus d'un an des changements en profondeur de notre modèle économique et sociétal pour nous assurer des garanties d'avenir. Sachez alors que si le monde d'après ressemble au monde d'avant, irrespectueux des droits humains et de l'environnement, nous, jeunes, nous mobiliserons en conséquence, animé·es par notre volonté de vivre.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre respectueuse considération,

Les membres de Youth For Climate France

## Références

[1] GIEC, *Global Warming of 1.5°C*, chapitre 2, table 2.2, p. 108, <https://www.ipcc.ch/sr15/chapter/chapter-2/>, 2018.

[2] Étude menée par Harris Interactive pour le Haut conseil pour le climat entre le 19 et 21 mai 2020 sur un échantillon de 1028 personnes, <https://www.hautconseilclimat.fr/wp-content/uploads/2020/07/les-francais-et-la-transition-climatique-presentation-harris-interactive.pdf>

[3] D'après le Haut commissaire adjoint de l'ONU pour les réfugiés, L. Craig Johnstone, lors de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques qui se déroulait à Poznan en Pologne, en décembre 2008, <https://news.un.org/fr/story/2008/12/145732-climat-250-millions-de-nouveaux-deplaces-dici-2050-selon-le-hcr>. D'après l'Organisation internationale pour les migrations dans un rapport intitulé *Migration and Climate Change*, n. 31, de 2008, c'est 200 millions de personnes qui seraient contraintes de se déplacer à cause du changement climatique. Le GIEC, dans son rapport intitulé *Special Report on the Ocean and Cryosphere in a Changing Climate* publié en 2019 souligne qu'en 2010 près de 11% de la population mondiale vivait dans des zones côtières dont l'élévation était inférieure à 10 m au-dessus du niveau de la mer, un nombre croissant de personnes risque d'être affecté par l'élévation du niveau des océans dans les décennies à venir, [https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/3/2019/11/08\\_SROCC\\_Ch04\\_FINAL.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/3/2019/11/08_SROCC_Ch04_FINAL.pdf).

[4] UICN Comité Français, la liste rouge mondiale des espèces menacées : <https://uicn.fr/liste-rouge-mondiale/>

[5] Tribune du Premier ministre Jean Castex dans Ouest France : « Tous écologistes! », juillet 2020, <https://www.ouest-france.fr/environnement/ecologie/point-de-vue-jean-castex-1-ecologie-a-laquelle-je-crois-6918977>

[6] *Global Assessment Report on Biodiversity and Ecosystem Services*, 2019, IPBES, Résumé pour décideur·euses, paragraphe D10, citation exacte : « L'évolution des systèmes financiers et économiques mondiaux en vue de la création d'une économie mondiale durable s'écartant de l'actuel paradigme, limité, de la croissance économique est un élément incontournable du développement durable. » [https://ipbes.net/sites/default/files/ipbes\\_7\\_10\\_add.1\\_fr.pdf](https://ipbes.net/sites/default/files/ipbes_7_10_add.1_fr.pdf).

[7] Doh C. Shin. *Does rapid economic growth improve the human lot? Some empirical evidence*. Social Indicators Research, volume 8, pages 199–221, 1980.

[8] *Nations and Households in Economic Growth, Essays in Honor of Moses Abramovitz*. Editeur·trices : Paul A. David Melvin W. Reder. *Does Economic Growth Improve the Human Lot? Some Empirical Evidence*, Richard A. Easterlin, Université de Pennsylvanie, janvier 1974.

[9] Annexe au projet de loi de finances pour 2019, évaluation des voies et moyens, tome II, dépenses fiscales. Les calculs ont été effectués par le Réseau Action Climat, cf. <https://reseauactionclimat.org/subventions-energies-fossiles-ou-sont-passes-11-milliards-euros/>.